



Direction de la Citoyenneté  
Bureau des Procédures environnementales

IC19845

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
PORTANT PRESCRIPTION DE DEUX ÉTUDES TECHNICO-ÉCONOMIQUES  
INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
SOCIÉTÉ SOPHARTEX À VERNOUILLET

(N°ICPE : 100.434)

-----

**La Préfète d'Eure-et-Loir,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R.181-15 et R. 512-39-1 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 décembre 2004 à la société SOPHARTEX pour l'exploitation d'une unité de production de spécialités pharmaceutiques sur le territoire de la commune de Vernouillet ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant suite à l'inspection du 30 septembre 2019 ;

**Vu** la communication du projet d'arrêté faite à l'exploitant par courrier en date du 24 octobre 2019 ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

**Considérant** que lors de la visite du 30 septembre 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'autosurveillance montre des dépassements fréquents de la valeur limite du pH, de la concentration en DCO et de la concentration en DBO5 ;
- Le flux moyen de COV en sortie de l'installation de pelliculage est supérieur à la valeur limite ;
- Dépassement en concentration de poussières dans les rejets du conduit NC4bis ;
- Certaines vitesses d'éjection en sortie des installations de traitement des effluents gazeux sont inférieures à la vitesse minimale d'éjection.

**Considérant** que ces manquements sont récurrents ;

**Considérant** les risques de pollutions aqueux et atmosphériques ;

**Considérant** que les écarts constatés sont susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement et sur les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que des prescriptions complémentaires sont nécessaires pour assurer le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement conformément à l'article L. 181-14 du même code ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup> : Établissement objet du présent arrêté**

L'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 autorisant la société SOPHARTEX, dont le siège social est situé 21 rue du pressoir sur la commune de Vernouillet, à exploiter l'installation située à la même adresse, est complété par les dispositions des articles ci-après.

### **Article 2 : Prévention de la pollution des eaux**

L'exploitant transmet à Madame la Préfète une étude technico-économique sur la réduction de la pollution à la source visant le respect des valeurs limites en pH, DCO, DBO5 et MES prescrites dans son arrêté préfectoral d'autorisation en respectant les délais suivants :

- Transmettre un devis de réalisation de l'étude citée ci-dessus sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- Transmettre un bon de commande de l'étude citée ci-dessus sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- Transmettre l'étude citée ci-dessus sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- L'exploitant met en place les moyens définis dans l'étude citée ci-dessus sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

### **Article 3 : Prévention de la pollution atmosphérique**

L'exploitant transmet à Madame la Préfète une étude technico-économique respect des Valeurs Limites d'Émission fixées aux articles 3.2.2.2 et 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004, à la réduction du nombre d'exutoires et leur mise en conformité en respectant les délais suivants :

- Transmettre un devis de réalisation de l'étude citée ci-dessus sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- Transmettre un bon de commande de l'étude citée ci-dessus sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- Transmettre l'étude citée ci-dessus sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral ;
- L'exploitant met en place les moyens définis dans l'étude citée ci-dessus sous 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

### **Article 4 : Sanctions**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 5 - Délais et voies de recours**

#### **A – Recours contentieux**

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

- 1) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

- 2) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **B – Recours administratif**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois :

- recours gracieux, adressé à la Préfète d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,

- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

L'exercice d'un recours administratif prolonge de deux mois les délais prévus au A 1° et 2° ci-dessus.

**Tout recours (excepté le télérécours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.**

### **Article 6 - Notifications-publications**

1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 4 mois.

### **Article 7 - Exécution**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Sous-Préfet de Dreux et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le 20 NOV 2019

La Préfète, Pour la Préfète,  
Le Secrétaire Général



**Régis ELBEZ**

